

EN
LIBRAIRIE

le 4 février 2016

19 €

Antoine Böhm
De Gandhi
à Daech

**Histoires honorables
ou infâmes de guérillas,
d'insurrections
et de déstabilisations**

SOMMAIRE

Que la justice s'accomplisse, le monde dût-il s'effondrer

Le métayer Michael Kohlhaas, personnage des romans de Kleist et de Kafka, était homme à ne jamais transiger. En 1532, dans l'ancienne Prusse, Michael se fait flouer par un noble, le junker von Tronka, qui lui demande de s'acquitter d'un droit de péage inexistant. Il lui laisse deux de ses étalons en garantie, pour les retrouver au retour malades et blessés. Kohlhaas croit pourtant que la justice lui viendra en aide : il perd son premier procès et sa femme est rouée de coups alors qu'elle fait porter ses doléances à la cour. Il décide alors de réclamer justice par ses propres moyens : il constitue une milice et met à feu tout le Brandebourg pour retrouver et confondre von Tronka. Comme le dit Kleist, « le sentiment de la justice en fit un brigand et un meurtrier. » L'histoire se clôt comme elle a commencé – par un procès. Kohlhaas paiera de sa vie ses crimes contre l'État, mais von Tronka sera condamné pour sa fourberie. On lui reconnaît un bien-fondé à sa requête, mais on lui en dénie les moyens. Quelle différence entre le brigand et le révolutionnaire ? Le révolutionnaire est celui qui n'est pas jugé à la fin du récit, mais celui qui prononce le jugement.

Mao, la patience et la ruse

Mao a élaboré une technique de guérilla dont les deux principes sont la patience et la ruse. Pour espérer la victoire, la guérilla doit savoir s'implanter dans les campagnes, gagner l'appui du peuple et fédérer la nation. Voyage dans la Chine de Mao, où nationalisme et maoïsme ne font qu'un, union qui incarne une technique de guérilla fréquemment employée depuis les années cinquante à nos jours.

Diên Biên Phu, la bataille de libération

C'est l'histoire d'un échec français annoncé : Vo Nguyễn Giap, chef de l'armée populaire vietnamienne mais pas aussi bon général qu'on nous le présente, fait encercler la base de ravitaillement française de Diên Biên Phu trois semaines durant. Les Français croient qu'un ravitaillement par les airs au beau milieu de la jungle vietnamienne

est quelque chose de facile, une position tenable. Il faut dire qu'ils sont aussi les seuls à imaginer que des nationalistes comme Giap, Hô Chi Minh et d'ailleurs tous les Viet-Minh pourraient un jour abandonner la lutte pour le contrôle de leur propre terre. Après leur défaite cuisante, les Français s'étonneront encore que Vo Nguyễn Giap ait sacrifié 20 000 hommes pour une simple base de ravitaillement. Seuls les colons étrangers s'épargnent les sacrifices. Le Vietnam ne possédait rien, et n'avait rien à perdre. À ce titre, Diên Biên Phu est un cas exemplaire de bataille de libération, au cœur d'une guérilla nationaliste. Elle veut encore dire qu'en fin de compte, les colonies sont destinées à être perdues.

Gandhi, la tradition, la légalité : esquisse d'un vœu pieux

Gandhi était un avocat britannique et un religieux hindou ; deux qualités qui devaient le conduire à cette contradiction : réunir tout un peuple pour reprendre un État des mains de l'Empire britannique sous le moyen de la seule désobéissance civile et, une fois arrivé au sommet, se perdre dans les dissensions raciales et les querelles de classes d'une Inde si grande et si diverse. La couronne d'Angleterre n'avait réussi à s'imposer en Inde qu'à la seule condition de ne pas y faire de véritable politique. Gandhi saisit de suite qu'il lui faudra politiser les marges de la société pour reprendre le pouvoir, en promettant à ceux qui n'ont rien autant que les cadres de l'Empire. Dans l'examen de la lutte gandhienne, il faut remarquer qu'elle ne fonctionne qu'en dernier recours, et que son légalisme ne peut avoir cours qu'au sein d'un État policé. Le martyr ne tire son pouvoir que de sa communication ; si les hommes sont assassinés froidement, déportés dans le silence, parqués dans la nuit, nulle chance pour que la désobéissance puisse conduire au renversement de l'État. Le combat de Gandhi tient à sa longueur et à son éclat.

Santo Guevara, technicien de la guérilla

Guevara était un redoutable homme de guerre et technicien de la guérilla. Il avait su faire de la technique héritée de Mao un outil puissant, car particulièrement adapté au terrain de l'Amérique du Sud. Elle était constituée de deux pôles indissociables : attaquer de toute part, en tous lieux, selon une politique de harcèlement et de terreur des armées, et fédérer un peuple déjà politisé par un siècle de lutte révolutionnaire autour de la cause de la guérilla. Les

guérilleros devenaient les modèles de ce que devait être le futur État, soignant les ennemis blessés, épargnant les civils, les éduquant. Sa théorie du *foco*, une véritable méthode, était coordonnée à la technique : en faisant éclater l'insurrection en tout point du globe, Guevara cherchait à constituer une *troisième voie* pouvant échapper, en pleine guerre froide, à la domination impérialiste des États-Unis et de l'URSS.

Vie et mort de l'intrépide Patrice Émery Lumumba

Élève modèle du gouvernement belge dans l'ancien Congo, « évolué » puis comploteur, rebelle avant de devenir militant anticolonial, Patrick Lumumba comprit bien vite que les colonies étaient destinées à être perdues et apprit à mener, avec force provocations mais sans coup de feu, un pays de la sédition à la libération. Le Premier ministre de la République du Congo devait pourtant comprendre, après les trahisons de la Belgique, des États-Unis, de l'ONU et de ses propres compatriotes et frères d'armes, que son pays ne tenait sa libération que de l'impossibilité de maintenir le Congo dans l'ignorance et dans la pauvreté, et qu'elle n'était soumise qu'à la condition de la pérennisation de l'exploitation de son sol et de l'uranium servant, au début de la guerre froide, à la fabrication de la bombe A. Après son assassinat particulièrement sanglant et dans d'obscurcs circonstances, Frantz Fanon fera remarquer que l'opinion internationale est bien souvent l'opinion publique des États sous séquestre, et que l'ONU ne fait que garantir les intérêts des puissances qui la vote, et qu'elle sert.

Car mon nom est Légion : des Farc

Chaque année qui passe voit se déliter un peu plus les chances de succès des Forces armées révolutionnaires de Colombie. Avec cette contradiction : puisque, nous l'avons appris chez Mao qui combattit plus de vingt ans, la guérilla n'est que patience et ruse, la fin devrait être proche pour les guérilleros, après soixante années de combats. Or il n'en est rien : les Farc semblent moins en situation de guérilla que de siège. Outre l'absence cruelle de victoires militaires, leurs activités dans bien des campagnes colombiennes, aussi louables soient-elles, semblent aujourd'hui se résumer à la soupe pour tous. Pourtant, la guérilla n'a pas qu'un but militaire, et bien au contraire ont-ils déjà réussi à faire valoir leurs revendications, malgré les revirements

et les massacres commis par les gouvernements colombiens, et à fédérer en un peuple des hommes que tout paraissait opposer, mais qui surent se réunir pour qu'enfin quelque chose change, que les terres soient mieux réparties, qu'enfin ils puissent vivre.

Révolution dans la révolution : nous sommes tous en danger

Quelques heures avant son assassinat, Pasolini donne une dernière interview à Furio Colombo où il estime que la révolution a peu de chance d'aboutir si elle n'est pas menée par des hommes ne poursuivant pas les mêmes buts que le patronat : s'enrichir, être quelqu'un, devenir patron à la place du patron. La révolution doit être désintéressée, puisque l'égoïsme est le moteur de la société marchande. Pasolini a en tête les révolutions d'Afrique, où un chef succède à un autre, ces « Noirs qui sont identiques au patron, autant de brigands qui veulent tout à n'importe quel prix ». Quelques dix ans auparavant, Guevara avait fait le même constat en tentant de relancer la lutte sur les braises du Congo, par le *foco*. L'esprit de chapelle, la « partisanerie » propre aux ethnies ne pouvaient conduire que la transformation de la guérilla en une milice bien plus néfaste au peuple qu'elle ne pouvait lui servir. Au Congo, Guevara ne sut jamais réunir un front uni, un même peuple sous la bannière de la sédition : contrairement à l'Amérique du Sud, déjà éduquée à la lutte, il lui aurait fallu créer un parti d'avant-garde, sur le modèle léniniste, pour pouvoir prendre le pouvoir.

Si c'est un homme : drone, conscience de classe et insurrection

L'utilisation des drones comme force de guerre dans les conflits au Moyen-Orient rend leur issue difficile à prévoir. La guerre à distance, où des Américains, planqués dans des bases à dix mille kilomètres du champ de bataille, lancent des raids surprise, peut avoir trois effets : terrifier les populations et les obliger à se terrer ; les fédérer contre un attaquant sans honneur ; achever de les regrouper avec les terroristes que l'on cherche à éliminer. Dans tous les cas, elle débouche sur l'insurrection armée, implacable, presque « scientifique », d'une population. La disproportion des moyens et l'attaque sans visage n'ont jamais conduit qu'à un retournement des civils en faveur de celui qui a au moins l'air d'un homme. Par ailleurs, utiliser un drone, c'est avouer le poids que pèsent les pertes

humaines, pour l'opinion publique américaine, dans la poursuite de la guerre. C'est dire en même temps les failles de cette stratégie de guerre : encore et toujours l'humain.

Note sur deux fantômes de la modernité : l'attentat & le terrorisme, le drone & la panique

L'utilisation de drones en lieu et place de forces terrestres conduit à une perversion des règles de la guerre, et de leur perception, de la même manière que le terrorisme, selon une logique symétrique. Dans les deux cas, il s'agit d'imposer une terreur dans les rangs ennemis, par l'utilisation d'une force imprévisible, pouvant éclore en n'importe quel point du territoire, avec une force de frappe dévastatrice. Avec une différence toutefois : si le drone veut montrer que jamais l'État qui l'utilise ne sacrifiera un homme, l'organisation terroriste ne fait que dire que la perte de ses hommes ne lui importe pas, que sa cause éternelle transcende l'éphémère de la vie, et la contingence des actions humaines.

L'Administration de la sauvagerie

L'Administration de la sauvagerie est le titre éloquent du manuel diffusé sur le web par Daech à destination de ses hommes. À l'intérieur, cette maxime : « La politique de violence doit être poursuivie de sorte que les prisonniers soient tués de manière terrifiante, ce qui emplira de peur le cœur des ennemis et de leurs supporters. » Une telle idéologie n'a jamais fonctionné, une raison simple : créer un État, autrement dit passer d'une guérilla à une guerre conventionnelle (autre nom de la création d'un État), nécessite de s'assurer l'appui des populations, du moins des classes bourgeoises. Par ailleurs, les ambitions politiques de Daech ne sont rien d'autre qu'une administration patriarcale d'inspiration coloniale – et les colonies sont destinées à être perdues. Enfin, les batailles de Kobané, Mossoul et Sinjar montrent des combattants qui, s'ils paraissent redoutables, n'en sont pas moins fragiles, et se rendent souvent sans combattre. Ils devraient fomenter une guérilla, mais cherchent délibérément un affrontement conventionnel. Leurs positions sont aujourd'hui attaquées de partout, ils sont encerclés du simple fait d'avoir fait de leur État une armée de terreur, au lieu d'une véritable arme idéologique. L'idéologie ne souffre pas les frontières, les hommes oui.

Une théorie du hacker : technologies de l'insurrection invisible

En tactique insurrectionnelle, la question des moyens, et leur disproportion, c'est-à-dire à la différence entre les moyens matériels, technologiques et humains des forces opposées, est fondamentale. Dans une guerre asymétrique, comme dans le cas d'une insurrection, le pouvoir en place a un rapport de force en sa faveur. Mais les récents progrès de la science entraînent une dissymétrie inversée : désormais, une poignée d'ingénieurs ont les moyens techniques de prendre d'assaut un État et le mettre en faillite, ce en soixante-douze heures. C'est ce qu'expliquait Barack Obama en 2013, évoquant les failles internet des centrales nucléaires américaines. C'est ce qu'il s'est passé lorsque, en 2007, le Kremlin a commandité une attaque réalisée par cinq jeunes hackers contre le gouvernement estonien, au cœur de l'Europe.

Le pirate et le corsaire : une histoire universelle de l'infamie

La déclaration de l'État consiste d'abord en une remise de bons points aux bons malfrats, et en la punition des mauvais, qui la plupart du temps sont mis au coin à défaut d'avoir un quelconque pouvoir répressif sur eux : celui-ci est hors-la-loi, celui-là ne l'est point. Elle n'a aucun sens au regard de ses moyens d'action et de son droit propre, et c'est précisément ce que la piraterie a à dire de la transgression, et ce en quoi elle diffère proprement de la guérilla. Le pirate est imprenable, à moins de disqualifier l'État sur le plan du droit. En Somalie, rien n'est plus commun aux gens du cru que d'affirmer que les États occidentaux les ont réduits à un esclavage économique et à un rationnement. La force de la piraterie, soutenue par les villes portuaires, tient précisément au défi posé à l'Occident, qui n'est pas seulement politique mais encore judiciaire, et c'est cette contestation – sanglante souvent – qui offre tout le soutien de la population à des hommes qui en auraient été privés sans les prérogatives que s'arrogent les États hors de tout contrôle, hors même de leur propre territoire, sur des terres qui ne leur appartiennent que du fait d'une justice absolument inique, qui n'a aucun sens, ou certains peuvent mourir, et d'autres en ont moins le droit.

Le martyr et le kamikaze : un mot sur le sacrifice et son esprit

Si la théorie maoïste avait déplacé la guerre du côté de la guérilla, c'est-à-dire du côté de la fusion du corps civil et du corps militaire, le sacrifice ne relève plus que des populations civiles, engagées dans un combat à peine politique, à moins de faire du politique l'expression d'une communauté, et non de la réunion des communautés sur un territoire. La force du sacrifice, l'effroi que provoque le martyr tient à ce qu'il n'est pas un acte de guerre, qu'il ne cause d'autres victimes que des victimes qui se désignent d'elles-mêmes comme telles. Son martyre est d'innocence pure et de sincérité, une sincérité qui ne souffre pas les faux-semblants et qui se paie du plus lourd tribut. Le martyr porte sa croix, et rachète son ennemi d'une mort qu'il sait porteuse d'un fléau, d'un fardeau – la contagion médiatique, ou la culpabilité du soldat. Le martyr n'est pas en acte mais en puissance, son efficacité n'est que potentielle, mais c'est cette potentialité qui lui donne tout son sens : il meurt sans être sûr d'être efficace, il ne demande pas réparation à son ennemi, tout juste compte-t-il sur son cœur. Il souhaite être regardé dans les yeux au moment de sa mort, cet instant où il sera le plus seul, et où son ennemi sera le seul à compatir.

Hausmann creuse des avenues, Israël perce des trous : les beaux jours de l'antiguérilla

Selon Rousseau, une démocratie pérenne ne peut faire l'économie de lieux de fête, c'est-à-dire de places, où se rejouerait sans cesse l'histoire de la fondation de la République de manière ludique, chantée et dansée. Sans débordement. Ainsi en est-il aujourd'hui de la Bastille. Pour ménager la paix sociale, il faut savoir amener le peuple à communier sur des places de concorde. Le baron Hausmann a retenu la leçon, ainsi que celles des révolutions qui ont jalonné le XIX^e siècle, et a percé Paris de larges avenues, conduisant comme des promenades aux monuments de la nouvelle République et à ses différentes places. L'élargissement des voies prévient aussi les barricades et restreint les possibilités de repli dans des ruelles labyrinthiques, tout en permettant à l'armée de se déverser au long des rues. Israël fut confronté à un problème identique à Naplouse : une casbah, des rues serpentant dans la cité, minuscules et obscurcies par les bâtiments la surplombant – y faire pénétrer une armée conventionnelle pour déloger le Hamas, déjà lourdement

armé, eût été suicidaire. La solution était simple : prendre la ville par l'extérieur et de tous côtés en même temps, creuser de trous dans les murs des maisons, investir les étages et attendre que les insurgés descendent dans les rues. Un simple changement de rapport de forces.

EXTRAITS

Que le peuple est aujourd'hui nécessaire à toute révolution comme à tout coup d'État.

Le motif, ou le thème, le plus prégnant de l'histoire du coup d'État depuis les années trente est l'arraisonnement des masses en vue d'une fin, politique et civile, et ceci depuis Gandhi ou Mao jusque Daech et les Anonymous.

La lutte qui pour Malaparte ne se déroulait d'abord qu'au sommet de l'État s'est transportée dans la rue et dans les campagnes. L'État bourgeois libéral est un ordre de maintien, aspirant à une stabilité par la multiplication des fractures sociales et politiques. Pour se maintenir, l'État doit ménager le compromis, c'est-à-dire renvoyer les revendications sociales ou politiques à des positions individuelles et, donc, inconséquentes. Dans une nation où trente pour cent de la population seraient de condition ouvrière, et où dix pour cent seraient au chômage, l'intérêt de l'État tiendrait à diviser la masse en d'infinis plis à coups de lois et de privilèges suscitant la jalousie des uns pour les autres, la rancœur de l'un contre l'autre. De ce fait, la société civile devient le seul lieu de l'expression des hommes, au détriment d'un réel espace politique où la question tiendrait au bien commun. La jalousie, la poursuite d'intérêts privés au détriment des autres, est ce qui fonde la société marchande. Pour se maintenir, l'État doit marginaliser les individus, afin que leur expression n'ait aucune finalité, sinon celle d'une revendication individuelle et consacrée au seul égoïsme.

Dans cette même nation, un parti qui se proclamerait révolutionnaire, peu importe sa tendance idéologique, devrait chercher par tous les moyens à déplacer les plis, à faire des marges le centre unique de la contestation, et à regrouper les marginaux. Ici, déplacer le pli devra consister à regrouper les travailleurs, les ouvriers et les chômeurs pour en former une force unie, occupant quarante pour cent de la société. Les deux rêvent à la division de la nation, mais d'une manière différente : l'un veut scinder la société en individus et en particularismes, à des forces infinies en nombre mais d'une puissance minuscule, et réduites à se détester l'une l'autre ; l'autre, la réduire à deux forces antagonistes pour aller au cataclysme. Ce que sent l'État, c'est que le contrat social dépossède l'homme de sa force brute, c'est-à-dire de sa violence. Ce que sent le révolutionnaire, c'est qu'il faut conclure un nouveau pacte social à

même de renverser l'ordre. Le parti dépossède tout autant l'individu que l'État, mais au moins lui accorde-t-il d'y souscrire ou non, de s'y engager ou de s'y refuser.

Le parti révolutionnaire ne sera pas le lieu d'une expression des individus, mais celui de l'arrondissement des masses, il massifie l'opinion pour lui donner un poids et, éventuellement, la faire basculer dans une violence salutaire, celle de la table rase. Tout cela n'est jamais qu'une question de recentrement des marginalités. C'est ce qu'avait compris Mao, lorsqu'il remarquait que le peuple chinois était à plus de quatre-vingt-dix pour cent rural et paysan, mais gouverné par des colons. C'est encore ce que comprirent Gandhi, Guevara, Bolivar, Lumumba, ou le Colombien Marulanda lorsqu'il fondait et dotait de leur assise théorique les Farc.

Daech s'est enfoncé dans un problème technique, qui est celui du rôle du peuple, pris entre terrorisme et guerre.

Quant à l'impératif de se mêler à la population, il faudrait citer une célèbre maxime de Mao, que l'on trouve dans *Le Petit Livre rouge* : « Le guérillero est dans la population comme un poisson dans l'eau. » La population doit lui servir à deux niveaux : offrir des bases de repli pour les attaques, fournir un contingent de révolutionnaires ou de guérilleros potentiels. La population est tout à la fois une planque, une *safe zone*, et le principal appui humain – parfois militaire – des guérilleros.

Il n'est pas étonnant que ce principe soit né en terrain marxiste, et formulé pour la première fois par un communiste. Il fut repris et enrichi par Guevara, qui porta l'art de se noyer dans la population à ses dernières possibilités. Le *comandante* pratiquait en effet le secours aux blessés ennemis, fournissait des écoles aux campagnes (sur le modèle de l'enseignement politique maoïste), promettait trois repas par jour à ses hommes quand la condition de paysan ne leur permettait pas d'être nourris à leur faim. De nos jours, on estime qu'environ cinquante pour cent de la population des campagnes colombiennes sont acquis aux Farc, qui suivent les mêmes préceptes. Aux frontières turques, en Syrie et en Iran, le PKK, le Parti des travailleurs du Kurdistan, a réussi à mêler une idéologie communiste à des revendications nationalistes sur la même base du soutien et de l'intégration des populations à la lutte armée. Tout l'enjeu d'une guerre de libération ou de renversement réside en la capacité d'un parti armé et structuré à responsabiliser

politiquement – à politiser – la lutte, et par là à rendre concernés des hommes dont la principale préoccupation, et par ailleurs la seule, est la survie individuelle en un pays affamé ou déjà en guerre.

La difficulté de comprendre des mouvements comme Daech vient précisément de leur volonté de ne pas intégrer la population durant la période de construction de l'État par la guerre, mais de la soumettre immédiatement à une loi supérieure, d'ordre moral et religieux, dont ils sont les seuls garants. Daech est un mouvement sunnite, c'est-à-dire que ses combattants et ses soutiens – non forcément ses administrateurs ou ses stratèges – viennent d'une branche de l'islam majoritaire aujourd'hui, qui pense qu'Abou Bakr, un homme ordinaire qui avait toujours été l'ami du Prophète, en est le successeur légitime. Cette question n'est pas tant religieuse que politique, puisqu'en reconnaissant Abou Bakr, les sunnites rejettent l'idée d'une filiation du Prophète et valident un système tribal millénaire, où celui qui a démontré sa loyauté et sa foi dans le temps est à même de gouverner légitimement sur un territoire. Ce mode de fonctionnement impose dans le même temps à Daech de désigner des chefs spirituels sunnites pour chaque territoire conquis, et de leur céder sur les populations un pouvoir qu'ils avaient perdu, selon une rhétorique du rétablissement de la tradition. Des milices locales, tant religieuses que policières, sont alors mises en place à la disposition des chefs locaux. Elles peuvent être réquisitionnées et dévolues à la défense d'un autre territoire lorsqu'il y a besoin d'affermir des positions ou de les sécuriser. Le pouvoir politique et religieux, malgré la grande latitude laissée aux localités, est centralisé. Les ordres viennent d'en haut et sont répartis vers la base. Nous sommes déjà bien loin des idéaux de la guérilla.

Leur projet sur le long terme est clair et assumé : rétablir un califat islamiste sunnite sur un territoire historiquement musulman, du moins de civilisation arabo-musulmane. La contradiction est alors simple : comment construire un État sur l'appui de populations hétérogènes, réparties sur, possiblement, une vingtaine de pays différents ? La solution prônée par Daech est l'aliénation d'une partie de la population (les minorités chiites, les dissidents au pouvoir religieux et au code moral) au profit des sunnites, de tradition sunnite et de morale orthodoxe : une épuration ethnique et religieuse visant à former une nouvelle coalition, un ferment d'identité sur des bases morales et religieuses. Contrairement à n'importe quel mouvement de guérilla – et on aurait tort d'analyser la guerre menée par Daech en des termes maoïstes, à moins de la contredire sur tous les points – le soutien des populations est repoussé à l'après, il intervient comme une conséquence nécessaire de l'établissement du califat.

L'État islamique est un État avant d'être une nation homogène, et le déplacement de ses actions sur le terrain de la guerre conventionnelle plutôt que sur celui de la guérilla indique à quel point leur volonté de fédérer la population autour d'une cause commune a longtemps été secondaire, voire contraire à leur idéologie. Leur force de conquête provient pourtant majoritairement de l'oppression que subissent les populations locales sous les gouvernements précédents. Nicolas Hénin, journaliste spécialisé sur les questions du jihad et l'information au Moyen-Orient, avançait que « Daech ne peut conquérir des villes que lorsque leurs populations sont martyrisées par leur gouvernement et prêtes à se jeter dans ses bras », laissant entendre que le régime syrien de Bachar al-Assad, par exemple, rejeté par une majorité de la population, était un terrain propice.

Le piège tendu par Daech est alors d'une simplicité confondante : plus les frappes touchent des civils, plus ils se lient à l'organisation, selon une logique de massification et de mutualisation des intérêts particuliers autour d'un intérêt suprême, la sécurité, ne pouvant être garanti que par un État supérieur. Et quel État serait supérieur au Califat, qui a subi et vaincu, par la grâce d'Allah ? À l'inverse, et c'est là leur idéologie et la stratégie qu'ils suivent, sans toutefois que cela présage de sa réussite, moins il y a de frappes, plus il y a de laisser-aller, et plus Daech perd ses soutiens locaux, lesquels supportent mal une nouvelle pression, un nouveau rationnement, et un ordre qui leur sont dictés d'en haut, sans relation avec leurs propres intérêts.

La désobéissance civile comme la non-violence prônées par Gandhi n'ont de chance d'aboutir qu'en un État policé.

La grande lutte de Gandhi, celle qui l'a fait connaître au monde et qui fut seule véritablement victorieuse, est celle qu'il engagea en Inde. Néanmoins, l'ensemble des principes de cette lutte, toute sa stratégie, a été développé alors qu'il était avocat en Afrique du Sud de 1893 à 1915, sur le principe d'une lutte contre les ségrégations, une lutte non violente et légale, un affrontement calme entre deux ordres dans un contexte de colonie ou de semi-colonie, et c'est certainement cette origine qui lui donne toute son efficacité. La première mention de la méthode de la non-violence ou de la contestation non violente se trouve dans un article du 14 janvier 1904, paru dans le quotidien *Indian Opinion*, et intitulé « A New Year's Gift », « Un cadeau de Nouvel an ». Les circonstances de ce texte et de l'exposition de la

méthode n'ont que peu d'importance, seulement doit-on en dire qu'elle soumettait les Indiens à une taxe pour tenir un commerce. La ségrégation s'impose sur le long terme, non en une fois et tout d'un coup ; un événement n'y est pas plus important qu'un autre et, à la limite, tout y paraît tel un non-événement, de l'inimportant ou du dérisoire aux yeux de la majorité ou du colon : « cela n'est presque rien, laissons-les s'essouffler ». Alors seul est décisif celui qui décide la lutte et veut la poursuivre, celui qui donne la direction pour reprendre la terre et les cœurs. Gandhi y fait remarquer que les minorités sont trop faibles et ont trop peur pour, d'une quelconque manière, faire valoir leurs droits auprès des tribunaux. Il estime qu'il n'y a que peu de solutions pour les Indiens s'ils désirent demeurer dans la légalité et obtenir réparation : « À notre avis, cela est très clair. Les Indiens doivent rester absolument calmes et prendre patience, et avoir confiance que justice leur soit un jour rendue. » Il ajoute que la lutte légale passera nécessairement par les prisons, en inversant leur rôle – être la garantie d'une opposition juste à un gouvernement injuste, la prison devient un honneur sur la route pour la dignité et la justice : « Les personnes poursuivies devront saisir l'occasion [d'être dans l'illégalité], et refuser de payer toute amende, pour être conduit en prison. Il n'y a aucune honte à aller en prison pour une telle cause : la honte est généralement liée à l'infraction qui a mené un tel homme en prison mais non à l'emprisonnement en lui-même. Dans ce cas, ce qui est nommé un délit ne devrait pas du tout être un délit, et ce devrait même être la conduite la plus digne à adopter. »

[...]

Dans ses réflexions sur Gandhi, George Orwell avait noté qu'« il est difficile de voir comment les méthodes de Gandhi pourraient être appliquées dans un pays où les opposants au régime disparaissent au beau milieu de la nuit sans qu'on n'entende plus jamais parler d'eux. » Les méthodes de Gandhi supposent bien évidemment trois choses : un État de droit – même s'il est injuste – où la légalité prime sur tout autre chose – le charisme de son leader conduisant à la mort ses disciples sans que personne ne se pose de questions et, le point essentiel, des médias pour relayer les injustices de la répression.

Sans médias, la non-violence est inefficace, et peut-être faudrait-il interpréter en ce sens nombre d'attentats commis aujourd'hui, dont le principal but est d'amener les journaux à en parler, à en éclairer les circonstances, à en propager la terreur, depuis des zones où la question de la légalité n'a aucun sens, puisqu'il n'y a pas d'État ou que l'État est si peu légitime que ses propres magistrats agissent pour leur propre compte. L'attentat n'est pas une suite logique de la

non-violence, mais sa prolongation et sa perversion sur le terrain de l'État absent et des médias disparus. L'attentat est une altération de la martyrologie gandhienne, et sa corruption ne porte pas tant sur sa méthode que sur ses implications : l'attentat refuse toute légalité, tout pli de la minorité a une quelconque légalité par la violence même dont elle use – en se tuant, le terroriste refuse son jugement par une société dont il ne respecte pas les institutions, et son acte est la démonstration de la remise en cause du pouvoir. La violence se porte d'abord contre l'État, et ne touche le civil qu'en tant qu'il est le représentant de cet État sur un territoire. Gandhi dénie quant à lui les pouvoirs du soldat en lui coupant tout bénéfice de l'usage de sa violence – il n'aura aucun pouvoir sur les peuples, il ne pourra les forcer à obéir, tant qu'il devra les respecter, tant qu'il respectera les conventions de la guerre. La contestation de l'ordre légal est polarisée autour du couple soldat-civil, et l'un n'est que l'envers de l'autre.

La méthode de Gandhi n'avait aucune chance d'aboutir dans l'État nazi où le droit et la justice n'étaient que feints, où les conventions de la guerre n'avaient aucune légitimité et, en quelque sorte, cette méthode était même risible tant elle paraissait, dans la plupart des cas, hors de propos, sans lien avec la réalité, et sans crédit pour n'importe quel homme qui avait vu son ami disparaître une curieuse nuit de 1936, ou en un curieux jour de 1941. Walzer ajoutait qu'« il est clair qu'une résistance civile ne marcherait pas non plus très bien contre des envahisseurs qui enverraient des escouades de soldats tuer les dirigeants civils, qui arrêteraient et tortureraient les suspects, qui ouvriraient des camps de concentration et exileraient une masse de gens, dans des zones désolées du pays ». Gandhi ne proteste pas silencieusement, il n'y a là aucune résistance, qui se fait toujours dans le silence des nuits et le désert des chemins de fer ou des villes passé le couvre-feu : chaque action de Gandhi est pensée en coup d'éclat ou en mise en lumière, chaque action est une violence contre soi, en une violence aveuglante. Dans un État puissant et non démocratique, les lumières sont vite éteintes.

« J'ai voulu approcher la vie de ceux que l'on nomme infâmes, les séditieux qui prennent envers et contre tout le chemin des armes ou celui, plus vaste, de la contestation. Certaines de ces vies paraissent plus conséquentes que d'autres : celles de Gandhi, Mao ou Lumumba sont encore des phares de la lutte, au contraire des vies minuscules, presque insignifiantes, de l'Indienne Adriana Vélez, qui rejoignit les Farc dans les montagnes de Colombie, de H. Winterhälter, mercenaire américain combattant Daech pour le PKK, ou encore de Shou Lao, vieillard témoin du premier soviétique de Chine. J'ai voulu rendre compte du choix qu'ont fait certains hommes de se regrouper et de combattre, par la violence, la propagande, les négociations, la morale, tout en cherchant ce qui les unissait. Ce fut un homme ; ce fut l'exploitation et la pauvreté ; la marginalité ; des attaques sans visage ; la peur et la terreur ; ce fut souvent un sentiment commun de la justice du monde. »

En une quinzaine de récits restituant les plis de notre temps, ce livre raconte comment on prend le pouvoir, et comment on le défend, les meilleures techniques comme les erreurs courantes. À ce jeu, tous les moyens sont bons : terrorisme, guérilla, guerre conventionnelle, attentats politiques ou suicides et, moins communément, la voie des urnes.



© Tommy Pascal

Durant ses études de philosophie politique et de littérature, Antoine Böhmer a fait des recherches sur les naissances des révolutions et des insurrections. Il collabore aujourd'hui comme critique et historien des littératures politiques à différentes revues.

Contact tous médias : Langage & Projet Conseils
Laurent Payet et Camille Pellissier • 01 53 26 42 10
laurent@lp-conseils.com • camille@lp-conseils.com